

La réforme de la formation des profs prend (encore) du retard

On ne pourra pas dire que Jean-Claude Marcourt, le ministre socialiste de l'Enseignement supérieur, aura mené avec une grande célérité ses dossiers durant cette législature. La plupart de ceux-ci auront dû être rouverts ou corrigés, alors que le projet de fusion entre l'UCLouvain et Saint-Louis (auquel le ministre dit ne pas vouloir s'opposer) attend son feu vert depuis de nombreux mois. Ce mardi, c'est la réforme de la Formation initiale des enseignants, sur la table du ministre depuis la législature précédente, qui a encore pris du retard. Le décret instituant cette réforme a passé en octobre la rampe du gouvernement. Il lui restait à passer celle du Parlement. Or, les parlementaires ont souhaité auditionner une série d'experts, s'inquiétant de voir que le ministre n'avait pas chiffré avec précision l'impact budgétaire de la réforme. Ce mardi, ils ont entendu Julien Nicaise, l'administrateur de l'Ares, l'Académie qui chapeaute l'enseignement supérieur. Inquiets, ils voulaient poursuivre les auditions, ce qu'a refusé la majorité PS-CDH. MR et Écolo ont alors annoncé le dépôt de 7 amendements au projet de décret, avec demande d'avis dans les trente jours au Conseil d'État, reportant ainsi à coup sûr tout vote sur le texte à 2019.